2025/2469

5.12.2025

DÉCISION (PESC) 2025/2469 DU CONSEIL

du 4 décembre 2025

modifiant la décision (PESC) 2020/1999 concernant des mesures restrictives en réaction aux graves violations des droits de l'homme et aux graves atteintes à ces droits

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité sur l'Union européenne, et notamment son article 29,

vu la proposition du haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité,

considérant ce qui suit:

(1) Le 7 décembre 2020, le Conseil a adopté la décision (PESC) 2020/1999 ([1]).

(2) Sur la base d'un réexamen de l'annexe de la décision (PESC) 2020/1999, les mesures énoncées aux articles 2 et 3 de ladite décision à l'égard des personnes physiques ou morales, des entités et des organismes dont la liste figure à ladite annexe devraient être prorogées jusqu'au 8 décembre 2026. Il y a lieu d'actualiser les mentions relatives à vingt-sept personnes physiques et à douze entités figurant dans ladite annexe.

(3) Il y a donc lieu de modifier la décision (PESC) 2020/1999 en conséquence,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

La décision (PESC) 2020/1999 est modifiée comme suit:

1) À l'article 10, paragraphe 1, la seconde phrase est supprimée.

2) L'annexe est modifiée conformément à l'annexe de la présente décision.

Article 2

La présente décision entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Fait à Bruxelles, le 4 décembre 2025.

Par le Conseil

Le président

T. DANIELSEN

([1]) Décision (PESC) 2020/1999 du Conseil du 7 décembre 2020 concernant des mesures restrictives en réaction aux graves violations des droits de l'homme et aux graves atteintes à ces droits (JO L 410 I du 7.12.2020, p. 13. ELI: http://data.europa.eu/eli/dec/2020/1999/oj).

ANNEXE

L'annexe de la décision (PESC) 2020/1999 est modifiée comme suit:

1) Dans la section A («Personnes physiques»), les mentions 5, 6, 7, 8, 20, 22, 23, 26, 34, 35, 43, 44, 58, 60, 84, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 113, 114, 115, 116, 119 et 121 sont remplacées par le texte suivant:

	Noms (translittération en caractères latins)	Noms	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
«5.	ZHU Hailun	朱海仑 (en chinois)	Fonction(s): Retraité depuis mai 2021 membre du 13e Congrès national du peuple de la République populaire de Chine (siégeant de 2018 à 2023) représentant la région autonome ouïgoure du Xinjiang (XUAR); membre du comité de surveillance et des affaires judiciaires du Congrès national du peuple (depuis le 19 mars 2018). Date de naissance: janvier 1958 Lieu de naissance: Lianshui, Jiangsu (Chine) Nationalité: chinoise Sexe: masculin Entités associées: commission centrale des affaires politiques et juridiques de la région autonome ouïgoure du Xinjiang (XUAR) 13e Congrès du peuple de la XUAR (un organe législatif local)	Ancien secrétaire de la commission centrale des affaires politiques et juridiques de la région autonome ouïgoure du Xinjiang (XUAR) et ancien secrétaire adjoint du comité du parti de la XUAR (de 2016 à 2019). Ancien chef adjoint du comité permanent du 13e Congrès du peuple de la XUAR, un organe législatif régional (de 2019 au 5 février 2021 mais encore actif au moins jusqu'en mars 2021). Membre du 13e Congrès national du peuple de la République populaire de Chine (siégeant de 2018 à 2023) représentant la XUAR. Membre du comité de surveillance et des affaires judiciaires du Congrès national du peuple depuis le 19 mars 2018. En sa qualité de secrétaire de la commission centrale des affaires politiques et juridiques de la XUAR (de 2016 à 2019), Zhu Hailun était responsable du maintien de la sécurité intérieure et de l'ordre dans la XUAR. À ce titre, il occupait une fonction politique essentielle, étant chargé de superviser et de mettre en œuvre un programme de surveillance, de détention et d'endoctrinement à grande échelle ciblant les Ouïgours et les personnes appartenant à d'autres minorités ethniques musulmanes. Zhu Hailun a été décrit comme "l'architecte" de ce programme. Il est dès lors responsable de graves violations des droits de l'homme en Chine, en particulier des détentions arbitraires à grande échelle dont ont été victimes des Ouïgours et des personnes appartenant à d'autres minorités ethniques musulmanes. En sa qualité de chef adjoint du comité permanent du 13e Congrès du peuple de la XUAR (de 2019 au 5 février 2021), Zhu Hailun a continué à exercer une influence décisive dans la XUAR, où le programme de surveillance, de détention et d'endoctrinement à grande échelle ciblant les Ouïgours et les personnes appartenant à d'autres minorités ethniques musulmanes continue de s'appliquer.	22.3.2021

	Noms (translittération en caractères latins)	Noms	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
6.	WANG Junzheng	王君正 (en chinois)	Fonction(s): membre du 20e Comité central du Parti communiste chinois (PCC) (décembre 2022-décembre 2026); député du 14e Congrès national du peuple (CNP, février 2023-février 2027); secrétaire de parti du Parti communiste chinois (PCC) dans la région autonome du Tibet (RAT); directeur du comité des affaires étrangères de la région autonome du Tibet (RAT) (depuis mai 2024); ancien secrétaire du parti au sein du Corps de production et de construction du Xinjiang (Xinjiang Production and Construction Corps) (XPCC) et secrétaire adjoint du comité du parti de la région autonome ouïgoure du Xinjiang de la Chine; commissaire politique de la XPCC et PDG du Groupe Chine Xinjiang Date de naissance: mai 1963 Lieu de naissance: Linyi, Shandong (Chine) Nationalité: chinoise Sexe: masculin Adresse: Lhassa, Tibet Entités associées: Xinjiang Production and Construction Corps (XPCC)	Secrétaire de parti du Parti communiste chinois (PCC) dans la région autonome du Tibet (RAT) depuis octobre 2021. Membre du 20e Comité central du Parti communiste chinois (PCC) (décembre 2022-décembre 2026). Député du 14e Congrès national du peuple (CNP, février 2023-février 2027). Ancien secrétaire de parti au sein du Corps de production et de construction du Xinjiang (XPCC) et secrétaire adjoint du comité du parti de la région autonome ouïgoure du Xinjiang (XUAR) de la Chine d'avril 2020 à octobre 2021, ainsi que commissaire politique du XPCC de mai 2020 à octobre 2021. Ancien secrétaire de la commission centrale des affaires politiques et juridiques de la XUAR de février 2019 à septembre 2020. Par ailleurs, Wang Junzheng a occupé d'autres postes de haut niveau au sein du XPCC. Le XPCC est une organisation gouvernementale économique et paramilitaire de la XUAR, qui exerce l'autorité administrative dans le Xinjiang et y contrôle les activités économiques. En sa qualité de secrétaire de parti et de commissaire politique du XPCC, Wang Junzheng a participé à la supervision de toutes les politiques mises en œuvre par le XPCC. À ce titre, il a été responsable de graves violations des droits de l'homme en Chine, en particulier de détentions arbitraires et de traitements dégradants à grande échelle dont ont été victimes des Ouïgours et des personnes appartenant à d'autres minorités ethniques musulmanes, ainsi que de violations systématiques de leur liberté de religion ou de conviction, en lien, entre autres, avec la mise en œuvre, par le XPCC, d'un programme de surveillance, de détention et d'endoctrinement à grande échelle ciblant les Ouïgours et les personnes appartenant à d'autres minorités ethniques musulmanes. Il a également été responsable du travail forcé systématique, en particulier dans les champs de coton, d'Ouïgours et de personnes appartenant à d'autres minorités ethniques musulmanes, organisé par le XPCC. En sa qualité de secrétaire adjoint du comité du parti de la XUAR, Wang Junzheng a participé à la supervision de toutes les politiques sécuritaires mises en œuvre dans le Xinjiang, y compris du programme susmentionné ciblant les Ouïgours et les personnes appartenant à d'autres minorités ethniques musulmanes. En sa qualité de secrétaire de la commission centrale des affaires politiques et juridiques de la XUAR de février 2019 à septembre 2020, Wang Junzheng était responsable du maintien de la sécurité intérieure et de l'ordre dans la XUAR. À ce titre, il occupait une fonction politique essentielle, étant chargé de superviser et de mettre en œuvre le programme en question.	22.3.2021

	Noms (translittération en caractères latins)	Noms	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
7.	WANG Mingshan	王明山 (en chinois)	Fonction(s): député du 14e Congrès national du peuple (CNP, février 2023-février 2027); directeur adjoint du comité permanent du comité du parti de la région autonome ouïgoure du Xinjiang (XUAR) Date de naissance: janvier 1964 Lieu de naissance: Wuwei, Gansu (Chine) Nationalité: chinoise Sexe: masculin Adresse: Urumqi, Xinjiang	Directeur adjoint (depuis février 2024) et ancien membre du comité permanent du comité du parti de la région autonome ouïgoure du Xinjiang (XUAR). Député du 14e Congrès national du peuple (CNP, février 2023-février 2027). Ancien directeur et secrétaire de parti adjoint du bureau de la sécurité publique du Xinjiang (XPSB) entre 2017 et janvier 2021. En sa qualité de président adjoint et d'ancien secrétaire de la commission centrale des affaires politiques et juridiques de la XUAR (septembre 2020-février 2024), Wang Mingshan est responsable du maintien de la sécurité intérieure et de l'ordre dans la XUAR. À ce titre, il occupe une fonction politique essentielle, étant chargé de superviser un programme de surveillance, de détention et d'endoctrinement à grande échelle ciblant les Ouïgours et les personnes appartenant à d'autres minorités ethniques musulmanes. En sa qualité d'ancien directeur et de secrétaire de parti adjoint du XPSB (de 2017 à janvier 2021), il occupait un poste clé dans l'appareil de sécurité du Xinjiang et était directement responsable de la mise en œuvre du programme susmentionné. En particulier, le XPSB a déployé la "plateforme intégrée d'opérations conjointes", un programme de mégadonnées utilisé pour suivre des millions de Ouïgours dans la région du Xinjiang et signaler ceux considérés comme représentant une "menace potentielle", à envoyer dans des camps de détention. Dans ses fonctions actuelles et de par celles qu'il avait exercées précédemment, Wang Mingshan est responsable de graves violations des droits de l'homme en Chine, en particulier de détentions arbitraires et de traitements dégradants à grande échelle dont ont été victimes des Ouïgours et des personnes appartenant à d'autres minorités ethniques musulmanes, ainsi que de violations systématiques de leur liberté de religion ou de conviction.	22.3.2021

	Noms (translittération en caractères latins)	Noms	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
8.	CHEN Mingguo	陈明国 (en chinois)	Fonction(s): secrétaire adjoint du comité permanent du Parti communiste chinois (PCC) de la région autonome ouïgoure du Xinjiang (XUAR) (depuis décembre 2024); secrétaire de la commission centrale des affaires politiques et juridiques de la XUAR (depuis février 2024); membre du comité permanent du PCC de la XUAR (depuis février 2024) Date de naissance: octobre 1966 Lieu de naissance: Yilong, Sichuan (Chine) Nationalité: chinoise Sexe: masculin Adresse: Urumqi, Xinjiang Entités associées: commission centrale des affaires politiques et juridiques de la XUAR	Secrétaire de la commission centrale des affaires politiques et juridiques de la région autonome ouïgoure du Xinjiang (XUAR), et membre du comité permanent du PCC de la XUAR depuis février 2024. Ancien directeur du bureau de la sécurité publique du Xinjiang (XPSB) depuis janvier 2021 et vice-président du gouvernement populaire de la XUAR. En tant que secrétaire de la commission centrale des affaires politiques et juridiques de la région autonome ouïgoure du Xinjiang (XUAR), membre du comité permanent du PCC de la XUAR et ancien directeur du XPSB, Chen Mingguo occupe un poste clé dans l'appareil de sécurité du Xinjiang et participe directement à la mise en œuvre d'un programme de surveillance, de détention et d'endoctrinement à grande échelle ciblant les Ouïgours et les personnes appartenant à d'autres minorités ethniques musulmanes. En particulier, le XPSB a déployé la "plateforme intégrée d'opérations conjointes", un programme de mégadonnées utilisé pour suivre des millions de Ouïgours dans la région du Xinjiang et signaler ceux considérés comme représentant une "menace potentielle", à envoyer dans des camps de détention. Chen Mingguo est, à ce titre, responsable de graves violations des droits de l'homme en Chine, en particulier de détentions arbitraires et de traitements dégradants dont ont été victimes des Ouïgours et des personnes appartenant à d'autres minorités ethniques musulmanes, ainsi que de violations systématiques de leur liberté de religion ou de conviction.	22.3.2021

	Noms (translittération en caractères latins)	Noms	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
20.	Aleksandr Grigorievitch MALOLETKO	Александр Григорьевич МАЛОЛЕТКО (en russe)		Aleksandr Maloletko était un proche collaborateur de Yevgeny Prigozhin. Son action en tant que "défenseur de la patrie" et dirigeant de la "ligue de défense des intérêts des vétérans" a été publiquement saluée par Yevgeny Prigozhin. Il a travaillé comme instructeur du groupe Wagner en République centrafricaine (RCA). Il est associé au groupe Wagner, inscrit sur la liste en raison de graves atteintes aux droits de l'homme commises dans plusieurs pays, y compris la RCA, et porte la responsabilité d'avoir soutenu les agissements du groupe Wagner.	25.2.2023
22.	Dimitri SYTII (alias Dimitri SYTYI, Dmitry SYTIY)	Дмитрий СЫТИЙ (en russe)	Fonction(s): directeur de la Maison russe à Bangui Date de naissance: 23.3.1989 Lieu de naissance: Minsk (Biélorussie) Nationalité: russe Sexe: masculin Adresse: NA-SYTAIA/A1-TANKISTAZ KHRUSTITSKOGO 62 APT25/ZP-198217/CI Saint-Pétersbourg, Fédération de Russie	Dimitri Sytii joue un rôle de premier plan au sein du groupe Wagner en République centrafricaine (RCA) et entretenait des liens étroits avec Yevgeny Prigozhin. Il est chargé de mener la politique d'influence du groupe Wagner en RCA. Il est à la tête de la branche locale de la Maison russe, le bras culturel du ministère russe des affaires étrangères. Le groupe Wagner est inscrit sur la liste pour de graves atteintes aux droits de l'homme, dont des actes de torture et des exécutions et assassinats extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, dans plusieurs pays, dont la RCA. Compte tenu de sa position influente en RCA et de son rôle dirigeant au sein du groupe Wagner, il est responsable de graves atteintes aux droits de l'homme commises par le groupe Wagner en RCA.	25.2.2023

	Noms (translittération en caractères latins)	Noms	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
23.	Mikhail Sergeyevich POTEPKIN	Михаил Сергеевич ПОТЕПКИН (en russe)	Fonction(s): directeur de Meroe Gold Date de naissance: 19.9.1981 ou 29.9.1981 Nationalité: russe Sexe: masculin Numéro de passeport: 651697952 (passeport russe) Adresse: Soudan Entreprises associées: Megaline; Concord; IT-Debugger	Mikhail Potepkin est le directeur de Meroe Gold, une entité servant de couverture aux opérations du groupe Wagner au Soudan, et participe aux activités de M-Invest, la société mère de Meroe. Il a un rôle dirigeant au sein du groupe Wagner au Soudan et il entretenait des liens étroits avec Yevgeny Prigozhin. Par son affiliation à l'armée soudanaise, le groupe Wagner s'est assuré d'exploiter l'or soudanais et de l'exporter vers la Russie. Potepkin est associé au groupe Wagner, inscrit sur la liste pour de graves atteintes aux droits de l'homme, dont des actes de torture et des exécutions et assassinats extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, dans plusieurs pays, dont le Soudan. Par ses activités, il soutient également de telles atteintes commises au Soudan.	25.2.2023
26.	Andrei Sergeevich MANDEL	Андрей Сергеевич МАНДЕЛЬ (en russe)	Date de naissance: 2.3.1990 Lieu de naissance: Allemagne Sexe: masculin Numéro de passeport: 753615660	Andrei Mandel dirige M-Invest, une entité servant de couverture aux opérations du groupe Wagner au Soudan, et est impliqué dans sa filiale Meroe Gold. Il a un rôle dirigeant au sein du groupe Wagner au Soudan et entretenait des liens étroits avec Yevgeny Prigozhin. Par son étroite affiliation à l'armée soudanaise, le groupe Wagner s'est assuré d'exploiter l'or soudanais et de l'exporter vers la Russie. Mandel est associé au groupe Wagner, inscrit sur la liste pour de graves atteintes aux droits de l'homme, dont des actes de torture et des exécutions et assassinats extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, dans plusieurs pays, dont le Soudan. Par ses activités, il soutient également de telles atteintes commises au Soudan. De récents rapports indiquent que Mandel a également travaillé pour Wagner au Mali.	25.2.2023

	Noms (translittération en caractères latins)	Noms	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
34.	Gordon Koang BIEL alias Gordon Koang Char BIEL, Koang Biel CHAR, Koang NYALUALGO		Fonction(s): commissaire du comté de Koch Lieu de naissance: Soudan du Sud Nationalité: sud-soudanaise Sexe: masculin	Gordon Koang Biel a été commissaire du comté de Koch (État de l'Unité, Soudan du Sud) de février 2021 à novembre 2024. À ce titre, il a commandé des milices alignées sur le gouvernement qui ont mené des attaques dans le sud de l'État de l'Unité, entre février et mai 2022. Au cours de cette période, des troupes sous son commandement ont eu massivement et systématiquement recours aux violences sexuelles comme tactique de guerre et les ont instrumentalisées pour en faire une récompense et un droit pour les hommes participant au conflit. En sa qualité de commissaire de comté, Biel est dès lors responsable de graves violations des droits de l'homme au Soudan du Sud, y compris de violences sexuelles et sexistes systématiques et généralisées.	7.3.2023
35.	Toe UI alias Toe YI		Fonction(s): membre de la commission de lutte contre la corruption Rang: général de division Nationalité: Myanmar/Birmanie Sexe: masculin	Le général de division Toe Ui est membre de la commission de lutte contre la corruption des autorités militaires du Myanmar/de la Birmanie. Il a été vice-ministre de l'intérieur du 3 février 2023 au 2 février 2025. Il est l'ancien commandant en second du Bureau du chef des affaires de sécurité militaire (OCMSA). L'OCMSA est responsable de la gestion des centres de détention et d'interrogatoire au Myanmar/en Birmanie et est aussi chargé de la collecte de renseignements. Le personnel de l'OCMSA placé sous l'autorité d'Ui a recours à la nudité forcée, au viol, aux électrochocs, aux brûlures infligées aux parties génitales et à la violence excessive lors des détentions arbitraires et des interrogatoires d'hommes, de femmes et de membres de la communauté LGBTIQ. En sa qualité de commandant en second de l'OCMSA, le général de division Toe Ui est responsable de graves violations des droits de l'homme au Myanmar/en Birmanie, y compris de détentions arbitraires et d'actes de torture, ainsi que de violences sexuelles et sexistes systématiques et généralisées.	7.3.2023

	Noms (translittération en caractères latins)	Noms	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
43.	Sergei Gennadievich PODOPRIGOROV	Сергей Геннадьевич ПОДОПРИГОРОВ (en russe)	Fonction: juge au tribunal municipal de Moscou Date de naissance: 8.1.1974 Lieu de naissance: Moscou, Fédération de Russie Nationalité: russe Sexe: masculin Adresse: 16c2, Shmitovskiy Proyezd, Apartment 52, Moscou, Russie, 123100. (Шмитовский пр-д, 16с2, Москва, Россия, 123100. Квартира 52)	En sa qualité de juge au tribunal de la ville de Moscou, Sergei Podoprigorov est impliqué dans l'action en justice à motivation politique engagée contre Vladimir Kara-Murza. Il a présidé le collège des juges du tribunal de la ville de Moscou qui, le 17 avril 2023, a condamné le militant d'opposition Kara-Murza à 25 ans de détention dans une prison/un camp de travail de haute sécurité. Kara-Murza est un militant de l'opposition de premier plan en Russie. Une procédure judiciaire à motivation politique fondée sur de fausses allégations a été engagée contre lui en 2022, après qu'il a accusé le Kremlin de commettre des crimes de guerre en Ukraine et condamné publiquement l'agression russe. En avril 2023, il a été condamné à 25 ans de détention dans une prison/un camp de travail de haute sécurité. La procédure judiciaire à son encontre a ciblé son militantisme et a servi de procès pour l'exemple en Russie afin d'étouffer les voix critiques à l'égard du régime en place exprimant leur opposition à la guerre d'agression menée contre l'Ukraine. Le régime russe utilise le système judiciaire du pays comme un outil courant dans le cadre de nombreuses violations graves des droits de l'homme. Le système judiciaire n'est pas indépendant et est utilisé pour commettre des violations systématiques et graves des droits de l'homme à l'encontre d'opposants au régime en place, en violant leur liberté d'opinion et d'expression. Kara-Murza a été libéré lors de l'échange de prisonniers qui a eu lieu en 2024 à Ankara. Auparavant, Podoprigorov, en tant que juge au tribunal de district de Tverskoï (Moscou), a rendu deux décisions concernant Sergeï Magnitsky, qui avait dénoncé des actes de corruption et des abus de la part de fonctionnaires d'État russes, et qui a par la suite été persécuté et est mort dans une prison russe. Par conséquent, il est responsable de graves violations des droits de l'homme en Russie, y compris de violations de la liberté d'opinion et d'expression.	5.6.2023

	Noms (translittération en caractères latins)	Noms	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
44.	Dmitriy Viktorovich KOMNOV	Дмитрий Викторович КОМНОВ (en russe)	Fonction: lieutenant-colonel, ancien chef du centre de détention provisoire SIZO-5 "Vodnik" de Moscou Date de naissance: 17.5.1977 Lieu de naissance: Région de Kachira, Moscou, Fédération de Russie Nationalité: russe Sexe: masculin	Komnov était un haut responsable du système pénitentiaire russe. Il était le chef du centre de détention provisoire SIZO-5 "Vodnik" de Moscou, où Vladimir Kara-Murza était détenu. Kara-Murza est un militant d'opposition de premier plan en Russie. Une procédure judiciaire à motivation politique fondée sur de fausses allégations a été engagée contre lui en 2022, après qu'il a accusé le Kremlin de commettre des crimes de guerre en Ukraine et condamné publiquement l'agression russe. En avril 2023, il a été condamné à 25 ans de détention dans une prison/un camp de travail de haute sécurité. La procédure judiciaire à son encontre a ciblé son militantisme et a servi de procès pour l'exemple en Russie afin d'étouffer les voix critiques à l'égard du régime en place exprimant leur opposition à la guerre d'agression menée contre l'Ukraine. Le régime russe utilise le système judiciaire du pays comme un outil courant dans le cadre de nombreuses violations graves des droits de l'homme. Le système judiciaire n'est pas indépendant et est utilisé pour commettre des violations systématiques et graves des droits de l'homme à l'encontre d'opposants au régime en place, en violant leur liberté d'opinion et d'expression. L'état de santé de Kara-Murza s'est considérablement détérioré depuis le début de sa détention en avril 2022. Komnov est responsable du traitement dégradant à l'encontre de Kara-Murza, celui-ci ayant été placé à l'isolement malgré de graves troubles nerveux causés par deux empoisonnements antérieurs. Les mauvais traitements infligés à Kara-Murza dans le centre de détention provisoire dirigé par Komnov confirment la pratique bien établie de traitement inhumain des opposants au régime qui sont en détention. Il a été le directeur du centre de détention provisoire "Butyrka" à une époque où des conditions insupportables ont entraîné la mort du militant anticorruption Sergeï Magnitsky. Kara-Murza a été libéré lors de l'échange de prisonniers qui a eu lieu en 2024 à Ankara. Par conséquent, Komnov est responsable de graves violations des droits de l'homme en Russie, y compris de traitements dégradants et de violations de la liberté d'opinion et d'expression.	5.6.2023

	Noms (translittération en caractères latins)	Noms	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
58.	Abdul Hakim HAQQANI alias Mawlawi Sheikh Abdul Hakim Haqqani Ishaqzai; "Shaikhul Hadis" Maulvi Abdul Hakim "Haqqani"	شيخ الحديث مولوي عبدالحكيم حقاني لقضات شيخ عبدالحكيم حقاني (en pachto)	Fonction(s): président taliban par intérim de la Cour suprême d'Afghanistan Qazi al-Quzzat (juge suprême) Date de naissance: 1967 Lieu de naissance: Panjwayi, province de Kandahar, Afghanistan Nationalité: afghane Sexe: masculin	Abdul Hakim Haqqani est actuellement le président taliban par intérim de la Cour suprême d'Afghanistan, nommé par les dirigeants talibans en 2021. En cette qualité, il a utilisé de manière effective le système juridique pour mettre en œuvre une répression fondée sur le sexe à l'encontre des femmes, en excluant les femmes juges du système judiciaire afghan et en restreignant de manière systématique l'accès des femmes à la justice, violant ainsi le principe de l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes. Le 8 juillet 2025, la CPI a délivré un mandat d'arrêt contre Haqqani en raison de sa responsabilité présumée dans le crime contre l'humanité que constitue la persécution pour des motifs liés au genre et pour des motifs politiques. Au-delà de son rôle en tant que juge président taliban par intérim, Abdul Hakim Haqqani joue un rôle de dirigeant idéologique au sein des talibans. Par la proximité personnelle dont il bénéficie avec le chef des talibans, Haibatullah Akhundzada, il a exercé une influence politique afin de modeler l'idéologie des talibans en ce qui concerne la répression fondée sur le sexe, en particulier en formulant des orientations en vue de l'exclusion systématique des femmes et des filles de la vie publique en Afghanistan. En sa qualité de président taliban par intérim de la Cour suprême d'Afghanistan, il est dès lors responsable de graves violations des droits de l'homme en Afghanistan, en particulier de la violation du droit des femmes à accéder à la justice et du droit à l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes.	20.7.2023

	Noms (translittération en caractères latins)	Noms	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
60.	James Mark NANDO		Fonction(s): général de division, forces de défense populaires du Soudan du Sud (FDPSS) Lieu de naissance: Ezo, comté d'Ezo, Equatoria-occidental, Soudan du Sud Adresse: Djouba, Soudan du Sud Nationalité: sud-soudanaise Sexe: masculin	James Nando est un officier supérieur des forces de défense populaires du Soudan du Sud (FDPSS), avec le grade de général de division. Il commande les forces dans l'état sud-soudanais d'Equatoria-occidental ayant commis des attaques de grande ampleur contre la population civile. Ses forces ont systématiquement utilisé les violences sexuelles et sexistes comme moyen de terroriser la population. En sa qualité de général de division, il est dès lors responsable de graves violations des droits de l'homme au Soudan du Sud, y compris de violences sexuelles et sexistes. En 2025, il est toujours actif sur le plan militaire et continue d'être impliqué dans des actes de violence à l'égard de civils.	20.7.2023
84.	Kirill Sergeevich NIKIFOROV	Кирилл Сергеевич НИКИФОРОВ (en russe)	Fonction(s): juge au tribunal régional de Vladimir Date de naissance: 14.3.1992 Nationalité: russe Sexe: masculin	Kirill Sergeevich Nikiforov est juge au tribunal régional de Vladimir. En son ancienne qualité de juge au tribunal municipal de Kovrov, il a rejeté l'action intentée par le dirigeant de l'opposition Alexeï Navalny contre la colonie pénitentiaire IK-6 pour faire appel de son transfert en cellule disciplinaire pendant douze jours. Pendant son incarcération à la colonie pénitentiaire IK-6, des fonctionnaires ont régulièrement placé Alexeï Navalny en cellule disciplinaire pour de soi-disant infractions mineures. Il a ainsi passé des mois à l'isolement, ce qui a entraîné une dégradation notable de son état de santé. Par conséquent, par ses anciennes fonctions de juge au tribunal municipal de Kovrov, Nikiforov est responsable de graves violations des droits de l'homme en Russie, y compris de détentions arbitraires ainsi que d'actes de torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ainsi que de violation de la liberté d'opinion et d'expression, ce qui suscite de graves préoccupations au regard des objectifs de la politique étrangère et de sécurité commune énoncés à l'article 21 du TUE.	22.3.2024

	Noms (translittération en caractères latins)	Noms	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
106.	Neria BEN PAZI alias Naria BEN FAZ		Date de naissance: 28.11.1993 Nationalité: israélienne Sexe: masculin Numéro de pièce d'identité: 311509004	Ces dernières années, Neria Ben Pazi a mis en place plusieurs des avant-postes les plus violents en Cisjordanie. Il est l'un des principaux auteurs du déplacement forcé de la communauté bédouine de Wadi-as-Seeq, près de Ramallah, en octobre 2023. Depuis 2021, Neria Ben Pazi est accusé d'avoir attaqué à maintes reprises des Palestiniens à Wadi-as-Seeq et à Drir Jarir, et ses agissements ont été assimilés à de la torture. Le 12 octobre 2023, il a participé à une violente attaque à Wadi-as-Seeq, lors de laquelle des Palestiniens ont été violemment battus, menottés et photographiés en sous-vêtements. Des colons ont uriné et éteint des cigarettes sur eux. Il est donc responsable de graves violations des droits de l'homme ou de graves atteintes à ces droits à l'encontre de Palestiniens, y compris d'actes de torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ce qui suscite également de graves préoccupations au regard des objectifs de la politique étrangère et de sécurité commune énoncés à l'article 21 du traité sur l'Union européenne.	19.4.2024

	Noms (translittération en caractères latins)	Noms	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
107.	Yinon LEVI alias Yinon LEVY		Date de naissance: 12.12.1992 Nationalité: israélienne Sexe: masculin Numéro de pièce d'identité: 203807276	Yinon Levi a pris part à de multiples actes de violence contre des villages voisins depuis la ferme de Meitarim où il réside, qui est un avant-poste illégal. Ces agissements ont notamment consisté à prendre d'assaut et saccager des maisons de familles palestiniennes, y compris en présence de femmes et d'enfants, ainsi qu'à lâcher ses chiens sur des bergers palestiniens pour qu'ils s'en prennent physiquement à eux, tout en faisant paître son troupeau sur leurs terrains privés. Levi a été impliqué dans une attaque violente perpétrée par des colons le 28 juillet 2025 dans le village d'Umm al-Khair en Cisjordanie, au cours de laquelle Levi a tué par arme à feu Awdah Hathaleen, défenseur des droits de l'homme. Il est donc responsable de violations ou d'atteintes graves et généralisées dans le domaine des droits de l'homme ciblant le droit à l'intégrité physique et mentale, le droit à la propriété et le droit à la vie privée et familiale des Palestiniens, ce qui suscite également de graves préoccupations au regard des objectifs de la politique étrangère et de sécurité commune énoncés à l'article 21 du traité sur l'Union européenne.	19.4.2024

	Noms (translittération en caractères latins)	Noms	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
108.	Meir Mordechai ETTINGER	מאיר אטינגר (en hébreu)	Fonction(s): membre de Hilltop Youth Date de naissance: 4.10.1991 Lieu de naissance: Kiryat Moshe, Jérusalem, Israël Nationalité: israélienne Sexe: masculin Entité associée: Hilltop Youth	Meir Ettinger est une figure de premier plan de Hilltop Youth, un groupe radical de jeunes dont les membres sont connus pour perpétrer des actes de violence contre des Palestiniens et leurs villages en Cisjordanie. Hilltop Youth crée des avant-postes non autorisés en haut des collines de Cisjordanie et se livre à des violences dans le cadre d'agressions que les colons qualifient de "prix à payer". Les violences perpétrées par des colons à l'encontre des Palestiniens, y compris le harcèlement physique et psychosocial, les passages à tabac, les meurtres et la démolition de biens, revêtent un caractère systématique. Meir Ettinger encourage les attaques, incite à en commettre de nouvelles et participe à des intimidations visant à forcer les Palestiniens à quitter leurs terres. Il a contribué à la mise en place de colonies et d'avant-postes illégaux sur des terres palestiniennes en Cisjordanie, en employant et en cautionnant des tactiques d'intimidation, de harcèlement et de violence. En 2015, année où on estime qu'il faisait déjà partie de Hilltop Youth, il a été impliqué dans l'incendie criminel d'une maison palestinienne de Cisjordanie, qui a causé la mort d'un couple et de son bébé de 18 mois. Par conséquent, Meir Ettinger est responsable de graves violations ou atteintes dans le domaine des droits de l'homme, y compris d'actes de torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ainsi que de violations ou atteintes en ce qui concerne le droit à la propriété et le droit à la vie privée et familiale des Palestiniens en Cisjordanie, et il est responsable de soutenir et d'encourager de tels actes. Ces atteintes et violations suscitent également de graves préoccupations au regard des objectifs de la politique étrangère et de sécurité commune énoncés à l'article 21 du traité sur l'Union européenne.	19.4.2024

	Noms (translittération en caractères latins)	Noms	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
109.	Elisha YERED	אלישע ירד (en hébreu)	Fonction(s): membre de Hilltop Youth Date de naissance: 2001 Nationalité: israélienne Sexe: masculin Entité associée: Hilltop Youth	Elisha Yered est un colon militant israélien en Cisjordanie, connu pour être membre de "Hilltop Youth", un groupe radical de jeunes qui commet des actes de violence contre des Palestiniens et leurs villages en Cisjordanie. Les membres de Hilltop Youth se livrent à des violences dans le cadre d'agressions que les colons qualifient de "prix à payer". Les violences perpétrées par des colons à l'encontre des Palestiniens, y compris le harcèlement physique et psychosocial, les passages à tabac, les meurtres et la démolition de biens, revêtent un caractère systématique. Elisha Yered encourage de tels actes et y participe. Il incite régulièrement à la violence contre les Palestiniens en Cisjordanie, notamment en diffusant des messages poussant par exemple à "faire disparaître" un village palestinien. En avril 2024, Elisha Yered a incité des colons à commettre des attaques et a coordonné ces attaques, au cours desquelles quatre Palestiniens ont trouvé la mort et de nombreux autres ont été blessés, des dizaines de maisons et plus de cent voitures ont été incendiées à travers 11 villages, et des milliers d'animaux ont péri. Il a envoyé des messages WhatsApp appelant à une "punition collective contre la population arabe meurtrière". Ce déchaînement de violence a constitué l'une des attaques les plus graves et les plus systématiques perpétrées par des colons depuis plusieurs décennies. Il a personnellement harcelé les membres d'une famille palestinienne, en proférant des propos intimidants et menaçants pour entraver leur liberté de circulation sur leurs propres terres, et il est impliqué dans la destruction de biens appartenant à des Palestiniens en Cisjordanie. Elisha Yered faisait partie d'un groupe de colons armés qui, le 4 août 2023, a fait une incursion depuis l'avant-poste illégal d'Oz Zion dans le village palestinien de Burqa, près de Ramallah. Les colons ont tiré sur les Palestiniens, entraînant la mort d'un jeune de 19 ans, Qusai Jammal Mi'tan, et blessant plusieurs autres Palestiniens. Par conséquent, Elisha Yered est responsable de graves violations ou atteintes dans le domaine des droits de l'homme, y compris d'actes de torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ainsi que de violations ou d'atteintes en ce qui concerne le droit à la propriété et le droit à la vie privée et familiale des Palestiniens en Cisjordanie, et il est responsable de soutenir et d'encourager de tels actes, ainsi que d'appeler à la haine nationale, raciale ou religieuse, ce qui constitue une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence. Ces violations ou ces atteintes suscitent également de graves préoccupations au regard des objectifs de la politique étrangère et de sécurité commune énoncés à l'article 21 du traité sur l'Union européenne.	19.4.2024

	Noms (translittération en caractères latins)	Noms	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
110.	Moshe SHARVIT	משה שרביט (en hébreu)	Date de naissance: 13.11.1994 Nationalité: israélienne Sexe: masculin Numéro de pièce d'identité: 206223000 Adresse: Avant-poste "Tirzah Valley Farm", Cisjordanie, Territoires palestiniens occupés Entités associées: Moshe's Farm	Moshe Sharvit est un colon israélien de la vallée du Jourdain, qui vit dans un avant-poste près d'un village, appelé "Tirza Valley Farm" et également connu sous le nom de "Moshe's Farm". Moshe Sharvit participe à des violences et menaces perpétrées par des colons contre des résidents palestiniens dans des communautés de bergers proches de cet avant-poste situé sur une colline en Cisjordanie. Le harcèlement qu'il fait subir à ces communautés s'est intensifié depuis octobre 2023. Moshe Sharvit a fréquemment harcelé des Palestiniens verbalement et physiquement, leur demandant d'abandonner leur domicile et leurs biens. En octobre 2023, ce comportement a entraîné la fuite de civils palestiniens de leur village d'Ein Shibli. Il a proféré des propos menaçants à l'encontre d'hommes, de femmes et d'enfants palestiniens et a agressé physiquement une personne âgée. En particulier, il a lancé des pierres sur des Palestiniens et leur bétail, a volontairement foncé sur des troupeaux et dans des champs cultivés, a lâché des chiens afin qu'ils attaquent des Palestiniens et leur bétail, et a fait subir des violences physiques à des animaux au moyen de bâtons et de fouets. Le 6 mars 2025, un tribunal de Jérusalem a interdit à Sharvit de s'approcher de la propriété d'une famille palestinienne située près de son avant-poste, à la suite de faits répétés d'agression et de harcèlement. Dès lors, Moshe Sharvit est responsable d'atteintes graves et systématiques aux droits de l'homme, notamment de l'atteinte au droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état d'intégrité physique et mentale possible. Ces atteintes suscitent également de graves préoccupations au regard des objectifs de la politique étrangère et de sécurité commune énoncés à l'article 21 du traité sur l'Union européenne.	15.7.2024

	Noms (translittération en caractères latins)	Noms	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
111.	Zvi BAR YOSEF alias Zvi BAR-YOSEF		Date de naissance: 20.9.1992 Nationalité: israélienne Sexe: masculin Numéro de pièce d'identité: 204377998 Entités associées: Zvi's Farm	Zvi Bar Yosef a créé l'avant-poste non autorisé connu sous le nom de "Zvi's Farm" en Cisjordanie, à l'est de la colonie de Halamish. Cet avant-poste s'est approprié quelque 2 500 dounams/620 acres de terres qui étaient cultivées par les villages de Jibya, Kaubar (Kobar) et Umm Safa. En 2019, 2021 et 2023, Zvi Bar Yosef a, à plusieurs reprises, attaqué des Palestiniens de ces villages et a commis des actes de violence à leur égard, blessant grièvement certains d'entre eux. Bar Yosef vit toujours à Zvi's Farm. Ses antécédents de violence ont transformé la zone environnante en zone d'accès interdit, les Palestiniens ne pouvant plus se rendre dans leurs propres champs. Par conséquent, Zvi Bar Yosef est responsable d'atteintes graves et systématiques aux droits de l'homme, notamment d'atteintes au droit à l'intégrité physique et mentale, au droit à la propriété et au droit à la vie privée et familiale. Ces atteintes suscitent également de graves préoccupations au regard des objectifs de la politique étrangère et de sécurité commune énoncés à l'article 21 du traité sur l'Union européenne.	15.7.2024

	Noms (translittération en caractères latins)	Noms	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
113.	Baruch MARZEL		Fonction(s): membre d'Otzma Yehudit Date de naissance: 23.4.1959 Lieu de naissance: Boston, États-Unis Nationalité: américaine, israélienne Sexe: masculin Adresse: Colonie de Tel Rumeida, Hébron, Territoires palestiniens occupés	Baruch Marzel est le fondateur du parti politique d'extrême droite "Otzma Yehudit", actuellement dirigé par Itamar Ben Gvir. Ce parti représente l'une des idéologies les plus extrémistes d'Israël et s'inscrit dans le cadre du mouvement kahaniste. Dans les années 1990, il a été le dirigeant du parti Kahane jusqu'à son interdiction par les autorités israéliennes en 1994. En 2019, la Cour suprême d'Israël a interdit à Baruch Marzel de se présenter aux élections législatives, car il avait proféré de nombreux propos racistes. Baruch Marzel plaide pour la création d'un Grand Israël, où les Palestiniens n'auraient pas leur place. Il appelle ouvertement à un nettoyage ethnique des Palestiniens et ne reconnaît pas le droit des Palestiniens à leur propre terre. Depuis le début du conflit à Gaza, il a demandé à plusieurs reprises que l'aide humanitaire à Gaza soit bloquée et que l'ensemble de la population de Gaza soit transférée de force. Par conséquent, Baruch Marzel est responsable d'atteintes graves aux droits de l'homme, notamment d'appel systématique à la haine nationale, raciale ou religieuse, ce qui constitue une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence. Ces atteintes suscitent également de graves préoccupations au regard des objectifs de la politique étrangère et de sécurité commune énoncés à l'article 21 du traité sur l'Union européenne.	15.7.2024

	Noms (translittération en caractères latins)	Noms	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
114.	Ben-Zion "Bentzi" GOPSTEIN	בן ציון גופשטיין (en hébreu)	Fonction: fondateur et dirigeant de Lehava Date de naissance: 10.9.1969 Nationalité: israélienne Sexe: masculin Numéro de pièce d'identité: 024526394 Adresse: Givat HaAvot, Kiryat Arba, Territoires palestiniens occupés Entités associées: Lehava	Ben-Zion "Bentzi" Gopstein, qui vit dans la colonie de Kiryat Arba (Cisjordanie), est le fondateur et dirigeant de l'organisation extrémiste Lehava, émanation du mouvement kahaniste, dont l'objectif est de "lutter contre l'assimilation en Terre sainte". Ben-Zion "Bentzi" Gopstein prône une vision privant tous les Palestiniens de leurs droits et appelle à la fin de la présence palestinienne en Israël et dans les territoires palestiniens. La Cour suprême d'Israël a interdit à Ben-Zion "Bentzi" Gopstein de se présenter aux élections de la Knesset de 2019 au motif qu'il "incitait systématiquement au racisme contre la population arabe". En 2025, il a été condamné pour incitation au terrorisme, après avoir conspué les Arabes israéliens en déclarant: "Les ennemis qui se trouvent parmi nous sont un cancer, et si nous ne nous débarrassons pas de ce cancer, nous ne pourrons pas continuer à exister ici en tant que juifs". Depuis 2023, Gopstein conseille Itamar Ben-Gvir, ministre d'extrême droite chargé de la sécurité nationale, ainsi que de hauts fonctionnaires de police, sur des questions de sécurité. À la suite d'un attentat terroriste à Jérusalem-Est, il a suggéré que le ministre prenne des mesures brutales, comprenant des assassinats ciblés, des démolitions de maisons, le blocus de quartiers entiers et des dispositions législatives visant à expulser les familles des auteurs. Par conséquent, Ben-Zion "Bentzi" Gopstein est responsable d'atteintes systématiques et graves aux droits de l'homme consistant à appeler à la haine nationale, raciale ou religieuse, ce qui constitue une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence. Ces atteintes suscitent également de graves préoccupations au regard des objectifs de la politique étrangère et de sécurité commune énoncés à l'article 21 du traité sur l'Union européenne.	15.7.2024

	Noms (translittération en caractères latins)	Noms	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
115.	Abdel Karim Mahmoud (Mahmood, Mohammad) IBRAHIM	عبد الكريم محمود إبراهيم (en arabe)	Fonction(s): chef d'état-major de l'armée syrienne Lieu de naissance: Tartous, Syrie Nationalité: syrienne Sexe: masculin	Abdel Karim Mahmoud Ibrahim a été le chef d'état-major de l'armée syrienne de 2022 à décembre 2024. Sous le régime d'al-Assad, l'État syrien, y compris son armée, a commis de manière systématique et généralisée des actes de torture, des viols et des violences sexuelles et sexistes à l'encontre de civils. En tant que chef d'état-major de l'armée syrienne, Abdel Karim Mahmoud Ibrahim est responsable des actions des forces armées placées sous son commandement. Par conséquent, Abdel Karim Mahmoud Ibrahim est responsable de graves violations des droits de l'homme, y compris d'actes de torture et de violences sexuelles et sexistes systématiques et généralisées.	22.7.2024
116.	Ali Mahmoud ABBAS	علي محمود عباس (en arabe)	Fonction(s): ministre de la défense et commandant en chef adjoint de l'armée Date de naissance: 2.11.1964 Lieu de naissance: Rif Dimashq, Syrie Nationalité: syrienne Sexe: masculin	Ali Mahmoud Abbas a été le ministre de la défense de la Syrie et le commandant en chef adjoint de l'armée syrienne de 2022 à décembre 2024. Sous le régime d'al-Assad, l'État syrien, y compris son armée, a commis de manière systématique et généralisée des actes de torture, des viols et des violences sexuelles et sexistes à l'encontre de civils. En tant que ministre de la défense de la Syrie et commandant en chef adjoint de l'armée syrienne, Ali Mahmoud Abbas est responsable des actions des forces armées placées sous son commandement. Par conséquent, Ali Mahmoud Abbas est responsable de graves violations des droits de l'homme, y compris d'actes de torture et de violences sexuelles et sexistes systématiques et généralisées.	22.7.2024

	Noms (translittération en caractères latins)	Noms	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
119.	Muhammad Hussein AL-JASIM alias Abu AMSHA, Muhammad Husayn AL-JASIM, Muhammad AL-JASSIM BIN HUSSEIN, Mohamed ALJASEM, al-Amshat	محمد حسين الجاسم أبو عمشة محمد حسين الجاسم محمد الجاسم بن حسين محمد الجاسم (en arabe)	Fonction(s): Date de naissance: 1985 Lieu de naissance: Al-Jawsa, gouvernorat de Hama, Syrie Nationalité: syrienne Sexe: masculin Entités associées: Sultan Sulaiman Shah Brigade (brigade Sultan Souleymane Chah)	Muhammad Hussein al-Jasim est le fondateur et le dirigeant de la brigade Sultan Souleymane Chah, une milice armée syrienne active dans la guerre civile syrienne. En mars 2025, la brigade Sultan Souleymane Chah, sous le commandement de Muhammad Hussein al-Jasim, a participé aux violences perpétrées dans la région côtière de la Syrie ciblant des civils, en particulier la communauté alaouite, et qui comprenaient des assassinats arbitraires de civils. Muhammad Hussein al-Jassim est donc responsable d'atteintes graves aux droits de l'homme en Syrie, y compris des assassinats arbitraires.	28.5.2025.
121.	Miqdad Lu'ay FATIHA alias Miqdad FATIHA, Miqdad FUTAIHA, Abu Jafar, Abu Jaafar, Abu Ja' afa, Miqdad Fteha	مقداد لؤيّ فتيحة مقداد فتيحة (en arabe)	Date de naissance: 19.6.1989 Lieu de naissance: Jableh, Lattaquié, Syrie Nationalité: syrienne Sexe: masculin Adresse: Syrie/Liban	Miqdad Fatiha est un ancien membre de la Garde républicaine syrienne, qui a été dissoute depuis. À ce titre, il a été responsable de nombreuses violations graves des droits de l'homme ou atteintes graves à ces droits, y compris d'actes de torture et d'autres traitements cruels infligés aux prisonniers. Après la chute du régime d'al-Assad en décembre 2024, Miqdad Fatiha a formé des milices dans les régions côtières de la Syrie, attisant les tensions interconfessionnelles et incitant à la violence. Des unités placées sous son commandement ont été impliquées dans les violences confessionnelles perpétrées en mars 2025 dans la région côtière de la Syrie, qui ont entraîné la mort de centaines de civils. En tant que chef des milices, Miqdad Fatiha est donc responsable de graves violations des droits de l'homme ou d'atteintes graves à ces droits, y compris d'actes de torture et d'autres traitements cruels, inhumains et dégradants.	23.6.2025»

2) Dans la section B («Personnes morales, entités et organismes»), les mentions 1, 2, 5, 6, 7, 9, 28, 29, 30, 31, 34 et 35 sont remplacées par le texte suivant:

	Nom (translittération en caractères latins)	Nom	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
«1.	Bureau de sécurité publique du Corps de production et de construction du Xinjiang	新疆生产建设兵团公安局 (en chinois)	Adresse: 106 Guangming Road, Urumqi, région autonome ouïgoure du Xinjiang (XUAR), Chine Tél. +86 991 598 8114 Type d'entité: agence gouvernementale Lieu d'enregistrement: 106 Guangming Road, Urumqi, région autonome ouïgoure du Xinjiang (XUAR), Chine Date d'enregistrement: avril 1984 Principal établissement: Urumqi, région autonome ouïgoure du Xinjiang (XUAR), Chine Personnes associées: Guangqiu YANG 杨光秋 (2.2017-2.2023); Zhiyong GONG 龚志勇 (depuis 2.2023-); secrétaire du Parti communiste chinois (PCC)/chef de la police/inspecteur en chef du Bureau de sécurité publique du XPCC;	Le Bureau de sécurité publique du Corps de production et de construction du Xinjiang (XPCC) est chargé de mettre en œuvre toutes les politiques du XPCC liées aux questions de sécurité, y compris la gestion des centres de détention. Le XPCC est une organisation gouvernementale économique et paramilitaire de la région autonome ouïgoure du Xinjiang, qui exerce l'autorité administrative dans le Xinjiang et y contrôle les activités économiques. En tant qu'organisation chargée des politiques de sécurité au sein du XPCC, le Bureau de sécurité publique du XPCC est responsable de graves violations des droits de l'homme en Chine, en particulier de détentions arbitraires à grande échelle et de traitements dégradants dont ont été victimes des Ouïgours et des personnes appartenant à d'autres minorités ethniques musulmanes, ainsi que de violations systématiques de leur liberté de religion ou de conviction, liées, entre autres, à la mise en œuvre par le XPCC d'un programme de surveillance, de détention et d'endoctrinement à grande échelle ciblant les minorités ethniques musulmanes. Dans le cadre du programme précité, le XPCC utilise des Ouïgours et des personnes appartenant à d'autres minorités ethniques musulmanes comme main-d'œuvre forcée, en particulier dans les champs de coton. En tant qu'organisation chargée des politiques de sécurité au sein du XPCC, le Bureau de sécurité publique du XPCC est responsable du recours systématique au travail forcé.	22.3.2021

	Nom (translittération en caractères latins)	Nom	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
2.	Parquet suprême [autres dénominations: «Bureau du procureur de la République populaire démocratique de Corée (RPDC)]			Le Parquet suprême est une institution, qui supervise toutes les procédures pénales en République populaire démocratique de Corée (RPDC), y compris les enquêtes, les interrogatoires, les détentions préventives et les procès. Le Parquet suprême est utilisé pour poursuivre et punir des personnes pour des agissements politiques dans le cadre de procès fondamentalement inéquitables. Il porte également la responsabilité de graves violations des droits de l'homme commises dans des prisons ordinaires et des centres d'interrogatoire et de détention en n'ayant pas respecté les droits des personnes en détention provisoire et des prisonniers condamnés. En coopération étroite avec les ministères de la sécurité d'État et de la sécurité sociale, il est responsable de graves violations des droits de l'homme commises par l'appareil d'État de la RPDC, en particulier d'actes de torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, d'exécutions et d'assassinats extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, de disparitions forcées de personnes et d'arrestations ou de détentions arbitraires, et il apporte sa légitimité à de telles violations.	22.3.2021
5.	Groupe Wagner (autres dénominations: Vagner Group, PMC Wagner, Liga, League)	Группа Вагнера (autres dénominations: ЧВК "Вагнер") (en russe)		Le groupe Wagner est une entité militaire privée établie en Russie dépourvue de la personnalité juridique; il a été créé en 2014 pour succéder au Corps slave. Il a été dirigé par Dimitriy Utkin et financé par Yevgeny Prigozhin. Le groupe Wagner finance et mène ses opérations via la mise sur pied d'entités locales et avec le soutien des gouvernements locaux. Le groupe Wagner est responsable de graves atteintes aux droits de l'homme en Ukraine, en Syrie, en Libye, en République centrafricaine (RCA), au Soudan, au Mali et au Mozambique, dont des actes de torture et des exécutions et assassinats extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires.	13.12.2021

ELI: http://data.europa.eu/eli/dec/2025/2469/oj

	Nom (translittération en caractères latins)	Nom	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
6.	Lobaye Invest SARLU		Lieu d'enregistrement: Bangui (République centrafricaine) Date d'enregistrement: 24.10.2017 Numéro d'enregistrement: M 354838 D 0001 (NIF, numéro d'identification fiscale) Principal établissement: République centrafricaine Renseignements divers: succursale de M-Finans	Lobaye Invest SARLU est une entreprise privée enregistrée en République centrafricaine (RCA), filiale de l'entreprise russe M-Finans, qui était contrôlée par Yevgeny Prigozhin. Elle est gérée par Dimitri Sytii, un cadre supérieur du groupe Wagner, et par Yevgeny Khodotov, qui était associé à Yevgeny Prigozhin. Lobaye Invest exploite des mines d'or et de diamants en RCA. Elle a été liée aux opérations du groupe Wagner en RCA. Elle finance également plusieurs médias, tels que la station de radio Lengo Songo, une station de radio centrafricaine qui mène des campagnes de désinformation et qui promeut la présence du groupe Wagner en RCA. Lobaye Invest est associée au groupe Wagner, inscrit sur la liste pour de graves atteintes aux droits de l'homme, dont des actes de torture et des exécutions et assassinats extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, dans plusieurs pays, dont la RCA. De par ses activités, Lobaye Invest soutient également de telles atteintes commises en RCA.	25.2.2023

	Nom (translittération en caractères latins)	Nom	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
7.	DIAMVILLE		Date d'enregistrement: 28.3.2019 Numéro d'enregistrement: CA/BG2019B519 Principal établissement: République centrafricaine Renseignements divers: personnes et entités associées: Yevgeny Prigozhin (décédé), groupe Wagner, Dimitri Sytii, Valery Zakharov, Perfilev, Svetlana Troitskaya, Lobaye Invest	Diamville est une société-écran utilisée par le groupe Wagner en République centrafricaine (RCA) pour le commerce illégal de diamants. Elle est étroitement liée à tous les acteurs de premier plan du groupe Wagner en RCA, tels que Dimitri Sytii et auparavant Yevgeny Prigozhin. Diamville est associée au groupe Wagner, inscrit sur la liste pour de graves atteintes aux droits de l'homme, dont des actes de torture et des exécutions et assassinats extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, dans plusieurs pays, dont la RCA. De par ses activités, Diamville soutient également de telles atteintes commises en RCA.	25.2.2023

	Nom (translittération en caractères latins)	Nom	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
9.	Radio Centrafricaine Lengo Sengo		Lieu d'enregistrement: Bangui, République centrafricaine Date d'enregistrement: novembre 2018 Principal établissement: Galabadja Bangui, commune de Bangui Galabadja, 8e Arr. [GPS]-> 4.4070, 18.5465	Radio Lengo Sengo est une station de radio centrafricaine qui mène des opérations d'influence en ligne pour le compte du groupe Wagner. Son objectif ultime est de manipuler l'opinion publique. Cette entreprise mène des campagnes de désinformation et promeut la présence du groupe Wagner en République centrafricaine (RCA). Radio Lengo Sengo est financée par Lobaye Invest, une société privée précédemment liée à Yevgeny Prigozhin et liée au groupe Wagner qui sert de couverture à ses activités en RCA. Le groupe Wagner est inscrit sur la liste pour de graves atteintes aux droits de l'homme, dont des actes de torture et des exécutions et assassinats extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, dans plusieurs pays, dont la RCA. Radio Lengo Sengo porte la responsabilité de soutenir et d'encourager les agissements du groupe Wagner en RCA.	25.2.2023

	Nom (translittération en caractères latins)	Nom	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
28.	Hilltop Youth (autre dénomination: No'ar HaGva'ot)	נוער הגבעות Personnes associées:	Meir Mordechai Ettinger; Elisha Yered	Hilltop Youth est un groupe radical de jeunes dont les membres sont connus pour perpétrer des actes de violence contre des Palestiniens et leurs villages en Cisjordanie. Le groupe crée des avant-postes non autorisés en haut des collines de Cisjordanie et se livre à des violences dans le cadre d'agressions que les colons qualifient de "prix à payer". Les violences perpétrées par des colons à l'encontre des Palestiniens et de leurs villages, y compris le harcèlement physique et psychosocial, les passages à tabac, les meurtres et la démolition de biens, revêtent un caractère systématique et ont conduit au transfert forcé de communautés entières. Par conséquent, Hilltop Youth est responsable de graves violations ou atteintes dans le domaine des droits de l'homme, y compris d'actes de torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ainsi que de graves violations ou atteintes en ce qui concerne le droit à la propriété et le droit à la vie privée et familiale des Palestiniens en Cisjordanie, ce qui suscite également de graves préoccupations au regard des objectifs de la politique étrangère et de sécurité commune énoncés à l'article 21 du traité sur l'Union européenne.	19.4.2024

	Nom (translittération en caractères latins)	Nom	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
29.	Moshe's Farm (autre dénomination: Tirza Valley Farm Outpost)	החווה של משה (en hébreu)	Adresse: Cisjordanie, Territoires palestiniens occupés Date d'enregistrement: 2021 Personnes associées: Moshe Sharvit	Moshe's Farm, autrement connue sous le nom "Tirza Valley Farm", est détenue et a été créée en 2020 par le colon israélien Moshe Sharvit. Moshe Sharvit participe à des violences et menaces perpétrées par des colons contre des résidents palestiniens dans des communautés de bergers proches de cet avant-poste situé sur une colline en Cisjordanie. Moshe's Farm est un avant-poste illégal situé à environ 1,5 kilomètre au sud-est de la colonie de Hamra, en Cisjordanie. Moshe's Farm s'est agrandie depuis sa création et, actuellement, comprend plusieurs bâtiments résidentiels, un pavillon d'hôtes pour les voyageurs et un complexe événementiel. Le pavillon d'hôtes peut accueillir jusqu'à 100 personnes et tous les bâtiments ont été construits sans permis et sont donc illégaux. Depuis la création de Moshe's Farm, cet avant-poste est un lieu de violence et de harcèlement contre les communautés de bergers palestiniens et constitue la base depuis laquelle Moshe Sharvit et d'autres résidents de la ferme se livrent à des violences et à du harcèlement à l'encontre de Palestiniens. Le 6 mars 2025, un tribunal de Jérusalem a interdit à Sharvit de s'approcher de la propriété d'une famille palestinienne située près de son avant-poste de Cisjordanie, à la suite de faits répétés d'agression et de harcèlement. Par conséquent, Moshe's Farm est une entité associée à Moshe Sharvit, qui est inscrit sur la liste pour des atteintes graves et systématiques aux droits de l'homme, dont des atteintes au droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état d'intégrité physique et mentale possible. Ces atteintes suscitent également de graves préoccupations au regard des objectifs de la politique étrangère et de sécurité commune énoncés à l'article 21 du traité sur l'Union européenne.	15.7.2024

	Nom (translittération en caractères latins)	Nom	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
30.	Zvi's Farm	החווה של צבי (en hébreu)	Adresse: Halamish, Cisjordanie, Territoires palestiniens occupés Personnes associées: Zvi Bar Yosef	Zvi's Farm est un avant-poste agricole illégal et non autorisé situé sur le territoire palestinien, à proximité de Halmish, en Cisjordanie. Zvi's Farm est située dans une partie de la Cisjordanie qui est entièrement sous le contrôle militaire israélien et où vivent des résidents palestiniens. Zvi's Farm est dirigée par Zvi Bar Yosef, qui utilise l'avant-poste comme base à partir de laquelle il commet des violences contre des résidents palestiniens et empêche des agriculteurs palestiniens d'accéder à leurs terres et de les utiliser. Cet avant-poste s'est approprié quelque 2 500 dounams/620 acres de terres qui étaient cultivées par les villages de Jibya, Kaubar (Kobar) et Umm Safa. En 2019, 2021 et 2023, Zvi Bar Yosef a, à plusieurs reprises, attaqué des Palestiniens de ces villages et a commis des actes de violence à leur égard, blessant grièvement certains d'entre eux. Zvi's Farm est donc une entité associée à Zvi Bar Yosef, qui est inscrit sur la liste en raison d'atteintes graves et systématiques aux droits de l'homme, notamment des atteintes au droit à l'intégrité physique et mentale, au droit à la propriété et au droit à la vie privée et familiale. Ces atteintes suscitent également de graves préoccupations au regard des objectifs de la politique étrangère et de sécurité commune énoncés à l'article 21 du traité sur l'Union européenne.	15.7.2024

	Nom (translittération en caractères latins)	Nom	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
31.	Tzav 9 (autres dénominations: Tsav 9; Order 9)		Site internet: https://www.tzav9.co.il/faq	Tzav 9 est un groupe israélien de militants violents cofondé en janvier 2024 par Reut Ben Haim et Aviad Shlomo Sarid. Reut Ben Haim et Yossef (Sefi) Ben Haim dirigent actuellement le groupe. Selon le site internet du groupe, les deux missions principales de Tzav 9 consistent à bloquer les camions qui acheminent l'aide humanitaire, y compris les denrées alimentaires, l'eau et le carburant, à Gaza, et à ternir la légitimité de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient en Israël. Depuis janvier 2024, Tzav 9 a régulièrement bloqué des camions d'aide humanitaire. Le 18 janvier 2024, le groupe a procédé aux premiers blocages des livraisons d'aide à Kerem Shalom. Le 13 mai 2024 au point de contrôle de Tarqumiyah, Tzav 9 a participé à une manifestation violente contre un conducteur de camion. Le 16 mai 2024 en Cisjordanie, Tzav 9 a été impliqué dans une autre attaque contre un camion transportant des vivres. D'autres incidents ont eu lieu, entre autres, dans les régions de Kerem Shalom et de Nitzana. Les militants de Tzav 9 ont intercepté des camions d'aide humanitaire les 22, 27 et 31 mai, les 13, 17 et 19 juillet et les 4 et 6 août 2025, au point de passage d'Allenby, dans le port d'Ashdod et sur la route y menant, notamment à Arad et à Dimona. Les activités menées par le groupe comprennent des manifestations violentes, des attaques contre des camions transportant des vivres et la destruction de denrées alimentaires. Ces actions aggravent encore la situation déjà désastreuse de la population civile à Gaza. Dès lors, Tzav 9 est responsable d'atteintes graves aux droits de l'homme, notamment de l'atteinte au droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état d'intégrité physique et mentale possible. Ces atteintes suscitent également de graves préoccupations au regard des objectifs de la politique étrangère et de sécurité commune énoncés à l'article 21 du traité sur l'Union européenne.	15.7.2024.

	Nom (translittération en caractères latins)	Nom	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date de l'inscription
34.	Sultan Sulaiman Shah Brigade (autres dénominations: Suleiman Shah Brigade, al-Amshat, Amshat)	فرقة السلطان سليمان شاه (en arabe)	Personnes associées: Muhammad Hussein al-Jasim	La Sultan Sulaiman Shah Brigade (brigade Sultan Souleymane Chah) est une milice armée créée en 2016 et active dans la guerre civile syrienne. Elle a été fondée en 2016 à Jarablous par Muhammad Hussein al-Jasim, également connu sous le nom d'Abu Amsha, et affirme compter plus de 2 000 combattants, principalement des Turkmènes. En mars 2025, la brigade Sultan Souleymane Chah a participé aux violences perpétrées dans la région côtière de la Syrie ciblant des civils, en particulier la communauté alaouite, et qui comprenaient des assassinats arbitraires de civils. La brigade Sultan Souleymane Chah est donc responsable d'atteintes graves aux droits de l'homme en Syrie, y compris des assassinats arbitraires de civils.	28.5.2025
35.	Division al-Hamza (autre dénomination: Hamzat)	فرقة الحمزة (en arabe)	Personnes associées: Sayf Boulad Abu Bakr	La division al-Hamza est une milice armée créée en 2016 et opérant en Syrie. Tout au long de la guerre civile syrienne, la division al-Hamza a été responsable de nombreux actes de torture perpétrés dans ses centres de détention, d'actes d'extorsion et de déplacements forcés de civils, en particulier dans les régions d'Afrin et d'Alep. En mars 2025, la division al-Hamza, sous le commandement de Sayf Boulad Abu Bakr, a participé aux violences perpétrées dans la région côtière de la Syrie ciblant des civils, en particulier la communauté alaouite, et qui comprenaient des assassinats arbitraires de civils. La division al-Hamza est donc responsable d'atteintes graves aux droits de l'homme en Syrie, y compris des actes de torture et des assassinats arbitraires.	28.5.2025»

ELI: http://data.europa.eu/eli/dec/2025/2469/oj